Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1738

Artikel: L'opposition masculine de Sa Majesté Présidentielle : les socialistes français oublient la parité

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024378

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'opposition masculine de Sa Majesté Présidentielle

Les socialistes français oublient la parité

Yvette Jaggi (01 juillet 2007)

Elus pour la législature 2007-2012, les 204 députés des partis socialiste et radical de gauche représentent le principal groupe d'opposition parlementaire. Autour de leur président Jean-Marc Ayrault, ils ont composé leur "cabinet fantôme" à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 28/6). Savant dosage de représentants des différentes mouvances et proximités, avec un léger avantage pour les royalistes de la première ou de la énième heure. Pas d'éléphants mais un chien fou, Arnaud Montebourg, propulsé premier vice-président. Chaque personnalité a pour mission de "marquer" un ministre du gouvernement Fillon.

Principale absente dans cette construction d'une opposition vigilante et "constructive": la parité. Sur les 14 membres de l'équipe socialiste, on repère tout juste deux femmes: la jospiniste devenue royaliste Elisabeth Guigou, chargée des Affaires étrangères, et la strauss-kahnienne Patricia Adam, répondante en matière de Défense. Pour mémoire: il y a 11 femmes sur les 33 membres du gouvernement Fillon, dans sa composition élargie après le second tour des législatives (7 sur 15 pour les ministres de plein exercice).

NDLR: Dans sa version finale, le cabinet fantôme a été élargi à 22 personnes, 15 hommes et 7 femmes.

Réforme de l'administration: les tortues et les lièvres

La Confédération ou le canton de Genève sont à la traîne

Jean-Daniel Delley (30 juin 2007)

La démarche avait débuté en fanfare. Programme d'allégement budgétaire, puis programme d'abandon des tâches visaient d'abord des économies. L'exercice aurait pu répondre à une logique de réorganisation. Seuls le rabot et la scie ont été utilisés (DP 1642).

Puis, dans la foulée, le Conseil fédéral a initié une réforme de l'administration sur trois ans, qui doit aboutir à la fin de cette année. Le Conseil fédéral est satisfait des résultats obtenus sous la houlette du trio Merz, Calmy-Rey, Blocher, appuyé par la chancelière Huber-Hotz. Tel n'est pas l'avis de la commission de gestion du Conseil des Etats. Au final, on peine à reconnaître l'ambition initiale, à savoir renforcer la direction politique de l'Etat et l'efficacité de l'administration. Car les réformes effectuées – centralisation des bibliothèques et des achats, suppression d'une soixantaine de commissions extraparlementaires, décentralisation de la politique du personnel – restent très modestes.

La réforme, qui impliquait mouvement et changement, a rapidement tourné à la défense des territoires départementaux. Le gouvernement ne semble pas plus capable de conduire sa propre réorganisation (DP 1734) que de moderniser son administration.

Le canton de Genève ne fait pas meilleure figure. Audits, rapports et groupes de travail se succèdent depuis plus de dix ans, sans qu'on puisse observer des changements significatifs. En 1996, l'audit d'Arthur Andersen, imposé par une initiative populaire, génère une cinquantaine de rapports, puis de nombreux groupes de travail au sein de l'administration. Une expérience de nouvelle gestion publique est assez rapidement enterrée. En 2004, le projet GE-Pilote prend le relais dont on nous dit qu'il est maintenant en phase